



PETITE *entreprise*

VOL. 3, n° 1, juin 2001

<http://strategis.gc.ca/trimestrielPME>

GRANDES *tendances*

Les petites entreprises canadiennes sont à l'origine de 9 626 emplois, soit 2,2 % des 439 429 emplois nets créés entre le quatrième trimestre de 1999 et le trimestre correspondant de 2000. Il s'agit d'un recul marqué par rapport à l'année précédente, où le nombre d'emplois nets créés par les petites entreprises s'était établi à 42 847. La création d'emplois attribuable aux petites entreprises varie beaucoup au fil des ans.

Le nombre de travailleurs indépendants au Canada s'élevait à 2,32 millions au premier trimestre de 2001, en baisse de 7,5 % comparativement au sommet de 2,51 millions atteint au trimestre correspondant de 2000.

Les investissements de capital de risque ont atteint un record de 1 441 cycles de financement en 2000 (2 566 investissements), soit une augmentation de 46 % par rapport aux 989 cycles de 1999.

Les prêts en cours consentis aux entreprises par les banques à charte ont totalisé 100,3 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2000, dont 22 milliards ou 21,9 % représentaient des prêts d'une valeur inférieure à 500 000 \$.

On a enregistré 2 477 faillites au Canada durant le quatrième trimestre de 2000, ce qui représente une légère hausse (0,3 %) par rapport au trimestre correspondant de 1999.

L'ACTIVITÉ LIÉE AU CAPITAL DE RISQUE AU CANADA

Comme les petites et moyennes entreprises se tournent de plus en plus vers le financement par capitaux propres, en particulier comme source de capital de croissance, le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* inaugure une nouvelle section consacrée à cette forme de financement. La nouvelle section traitera de questions telles que les tendances relatives au capital de risque, les caractéristiques des investisseurs providentiels, le rôle du capital-risque convivial pour les jeunes entreprises ainsi que les avantages et les lacunes du marché canadien pour le premier appel public à l'épargne. L'article vedette du présent numéro brosse un portrait de l'activité liée au capital de risque au Canada entre 1996 et 2000. Dans la nouvelle section consacrée au financement par capitaux propres, à la page 6, les données sur cette activité sont ventilées selon les industries.

Au cours des cinq dernières années, l'industrie canadienne du capital de risque a pris son essor pour atteindre un niveau d'activité sans précédent. En 2000, on a enregistré 1 441 cycles de financement, soit une progression de 128 % par rapport au niveau de 1996 et de 46 % par rapport à celui de 1999 (voir la figure 1). Chaque transaction conclue avec une entreprise émettrice représente un cycle de financement, auquel plusieurs investisseurs peuvent participer. Les 1 441 cycles enregistrés en 2000 sont attribuables à 2 566 investissements. Voici les autres résultats clés pour 2000.

(suite à la page 2)

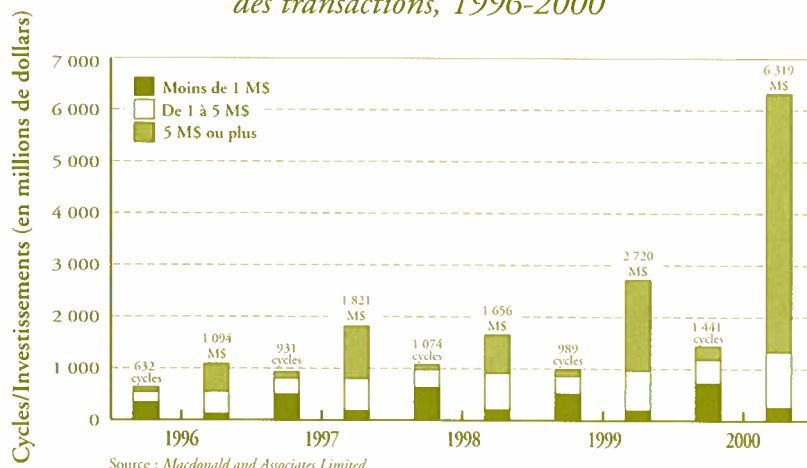
SOMMAIRE

Création d'emplois	2
Travail indépendant	3
Faillites commerciales	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Prêts aux entreprises	6
Financement par capitaux propres	6
Faits nouveaux	7

(suite de la page 1)

- Le montant investi a atteint le niveau record de 6,3 milliards de dollars, soit une hausse de 133 et de 472 % respectivement par rapport aux investissements de 1,1 et 2,7 milliards enregistrés en 1996 et en 1999.
- Le montant moyen du financement, qui était de 2,7 millions de dollars en 1999, s'est établi à 4,4 millions.
- La forte croissance de l'industrie du capital de risque est stimulée par les transactions de valeur élevée (cinq millions de dollars ou plus), qui représentent 79 % de la valeur totale des investissements, comparativement à 50 % en 1996 et à 64 % en 1999.
- Les transactions de faible valeur (moins de 1 million de dollars) et de valeur moyenne (de 1 à 5 millions) continuent de constituer une faible proportion de la valeur globale des investissements de l'industrie, ne représentant que 4 et 17 % respectivement, en baisse par rapport à 11 et 40 % en 1996 et à 7 et 28 % en 1999; toutefois, les transactions de faible valeur continuent de représenter environ la moitié du nombre de cycles.
- La valeur monétaire des transactions de faible valeur a plus que doublé entre 1996 et 2000, tandis que celle des transactions de valeur élevée a presque décuplé au cours de la même période.

Figure 1 : Activité liée au capital de risque au Canada
Nombre de cycles et montant investi selon la valeur des transactions, 1996-2000



CRÉATION d'emplois

D'après les données sur les salariés, les petites entreprises (moins de 50 employés) sont à l'origine de 9 626 emplois, soit 2,2 % des 439 429 emplois nets créés entre le quatrième trimestre de 1999 et le trimestre correspondant de 2000 (voir le tableau 1). Le taux de croissance de l'emploi dans les petites entreprises depuis le quatrième trimestre de 1999 n'a été que de 0,2 %, soit un niveau bien inférieur au taux correspondant pour les moyennes et les grandes entreprises (5,3 et 5,5 %, respectivement).

La figure 2 illustre la variation trimestrielle nette de l'emploi selon la taille des entreprises sur 12 mois entre 1996 et 2000. Depuis 1998, les grandes entreprises (300 employés ou plus) sont à l'origine de la majorité des nouveaux emplois. Entre le quatrième trimestre de 1999 et le trimestre correspondant de 2000, les grandes entreprises ont créé 311 223 emplois, soit le gain le plus élevé depuis plusieurs années.

Selon les plus récents résultats sur 12 mois, la plupart des emplois créés par les petites entreprises se trouvent dans les secteurs de la construction et des services, soit des gains respectifs de 7 949 et de 21 374 emplois. Toutefois, même dans ces secteurs, la croissance de l'emploi a été beaucoup moins forte au sein des petites entreprises que des grandes. En fait, dans tous les secteurs, le taux de croissance de l'emploi a été plus faible dans les petites entreprises que dans les grandes.

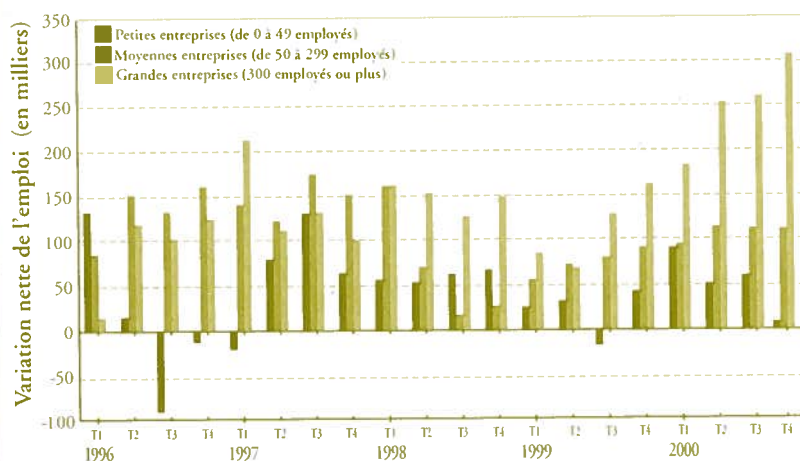
Le repli de l'emploi dans le secteur de la fabrication a sévèrement touché les petites entreprises, qui ont connu un recul de 3,6 %, soit plus de 16 000 emplois.

Tableau 1 : Variation nette de l'emploi entre le quatrième trimestre de 1999 et le trimestre correspondant de 2000, selon la taille des entreprises et le secteur d'activité, et taux de croissance

	Toutes les industries	Exploitation forestière	Mines	Fabrication	Construction	Transport et communications	Commerce	Finances et immobilier	Services	Administration publique
Taille des entreprises										
De 0 à 49 employés	9 626	-1 825	413	-16 305	7 949	3 423	-1 902	-784	21 374	-2 719
Taux de croissance (%)	0,2	-4,9	1,5	-3,6	2,0	1,9	-0,2	-0,4	1,4	-5,7
De 50 à 299 employés	118 580	783	-1 007	16 454	11 907	1 108	30 778	6 109	51 933	516
Taux de croissance (%)	5,3	9,5	-4,3	3,2	12,7	1,0	6,9	6,4	6,0	0,7
300 employés ou plus	311 223	997	2 174	71 481	6 725	18 904	63 879	25 367	114 363	7 333
Taux de croissance (%)	5,5	4,3	2,5	7,3	11,2	3,1	8,1	6,2	5,3	1,3
Total	439 429	-45	1 582	71 628	26 582	23 435	92 755	30 692	187 672	5 129
Taux de croissance (%)	3,7	-0,1	1,2	3,7	4,9	2,6	4,1	4,3	4,1	0,8

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures.

Figure 2 : Variation trimestrielle nette de l'emploi au Canada selon la taille des entreprises, sur 12 mois, de 1996 à 2000



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures.

TRAVAIL *indépendant*

D'après l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, le nombre de travailleurs indépendants au Canada s'établissait à 2,32 millions au premier trimestre de 2001. (Les données sont calculées d'après les moyennes désaisonnalisées.) Il s'agit d'une baisse de 1,9 % comparativement au trimestre précédent. Depuis le premier trimestre de 2000, le nombre de travailleurs indépendants a reculé de 189 999, soit 7,5 % (voir la figure 3).

Le tableau 2 montre que la catégorie la plus nombreuse est celle des travailleurs indépendants non constitués en société sans aide rémunérée. En 2000, cette catégorie regroupait 51,3 % des travailleurs indépendants. Vient ensuite la catégorie des travailleurs

(suite à la page 4)



(suite de la page 3)

indépendants constitués en société avec aide rémunérée, qui représenterait 22,1 %.

En 2000, seul le nombre de travailleurs indépendants constitués en société sans aide rémunérée et celui de travailleurs indépendants non constitués en société avec aide rémunérée ont augmenté. Le recul le plus marqué a été enregistré chez les travailleurs indépendants non constitués en société sans aide rémunérée, où la

baisse a été de 56 900 travailleurs. En fait, la réduction du travail indépendant est attribuable à cette catégorie dans une proportion de 85 %.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les différentes définitions de « travailleurs indépendants », reportez-vous au *Guide de l'Enquête sur la population active* de Statistique Canada (<http://www.statcan.ca/francais/freepub/71-543-GIF/0000071-543-GIF.pdf>).

Figure 3 : Nombre de travailleurs indépendants au Canada, données désaisonnalisées fondées sur les moyennes mensuelles, de 1990 à 2001

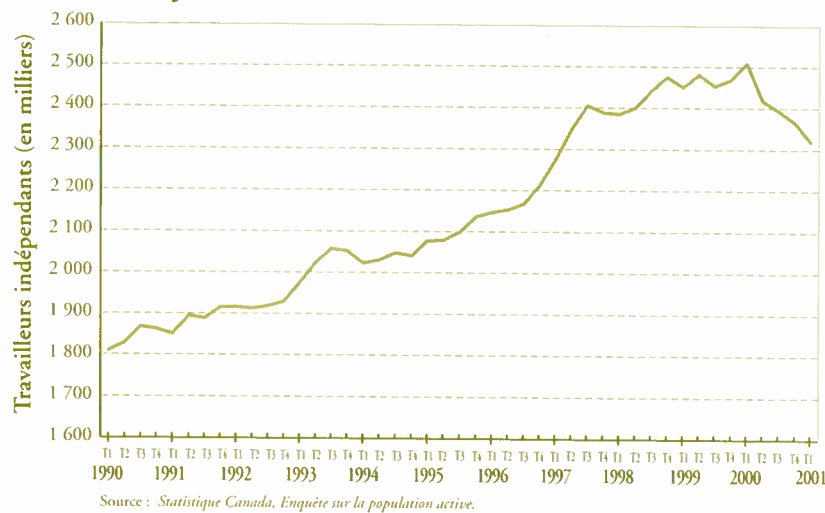


Tableau 2 : Travail indépendant selon la catégorie de travailleurs, 1990-2000 (en milliers)

Année	Total	Constitués en société avec aide rémunérée	Constitués en société sans aide rémunérée	Non constitués en société avec aide rémunérée	Non constitués en société sans aide rémunérée	Non rémunérés en entreprise familiale
1990	1 842,7	477,7	120,5	323,5	852,5	68,5
1991	1 887,4	497,5	132,6	331,1	861,1	65,0
1992	1 919,3	493,6	140,1	320,2	899,1	66,3
1993	2 027,1	508,4	144,0	324,5	975,1	75,0
1994	2 036,3	469,2	157,4	335,9	1 015,6	58,0
1995	2 097,8	510,5	170,5	319,3	1 039,6	57,9
1996	2 169,4	493,0	189,8	320,9	1 109,4	56,3
1997	2 353,7	530,9	253,6	288,4	1 215,6	65,2
1998	2 425,2	515,4	250,4	299,4	1 299,4	60,6
1999	2 462,9	541,9	279,6	296,8	1 298,0	46,5
2000	2 421,4	534,9	297,0	305,1	1 241,1	43,3

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Données en date du 4 mai 2001

FAILLITES commerciales

On a enregistré 2 477 faillites commerciales au Canada au quatrième trimestre de 2000, soit une légère augmentation (0,3 %) par rapport au trimestre correspondant de 1999 (voir la figure 4). Pour l'ensemble de l'année 2000, il y a eu 10 040 faillites commerciales au Canada, soit un niveau similaire aux 10 023 faillites enregistrées en 1999.

Malgré la faible augmentation du nombre de faillites, le passif lié aux faillites atteignait 834 millions de dollars au quatrième trimestre de 2000, ce qui représente une augmentation de 22,1 % par rapport au trimestre correspondant de 1999.

La comparaison par trimestre entre 1999 et 2000 montre que le nombre de faillites est demeuré relativement stable, tandis que le passif a augmenté. Ceci semble indiquer que la taille moyenne des entreprises qui déclarent faillite va en augmentant.

Économie canadienne. La croissance de 2,6 % (taux annuel) enregistrée au quatrième trimestre de 2000 témoigne d'un ralentissement marqué comparativement au rythme de croissance observé récemment. La demande intérieure s'est toutefois maintenue pendant le trimestre, car le repli de l'investissement au titre du matériel et de l'outillage ainsi que de la construction résidentielle a été compensé par l'augmentation des dépenses de consommation et dans le secteur de la construction non résidentielle. Les exportations nettes ont par ailleurs alimenté la croissance de la production. La croissance pour 2000 dans l'ensemble s'est chiffrée à 4,7 %, soit une légère augmentation par rapport à la progression de 4,5 % enregistrée en 1999. Les données semblent indiquer un ralentissement de la croissance au premier trimestre, sous l'effet de la faiblesse du secteur de la fabrication, particulièrement la production d'automobiles et de matériel de télécommunications.

Perspectives. On prévoit un ralentissement de la croissance, qui a connu un rythme rapide ces deux dernières années. Selon les prévisions unanimes établies par le secteur privé en avril 2001, le PIB devrait progresser de 2,4 % en 2001 et de 3,3 % en 2002.

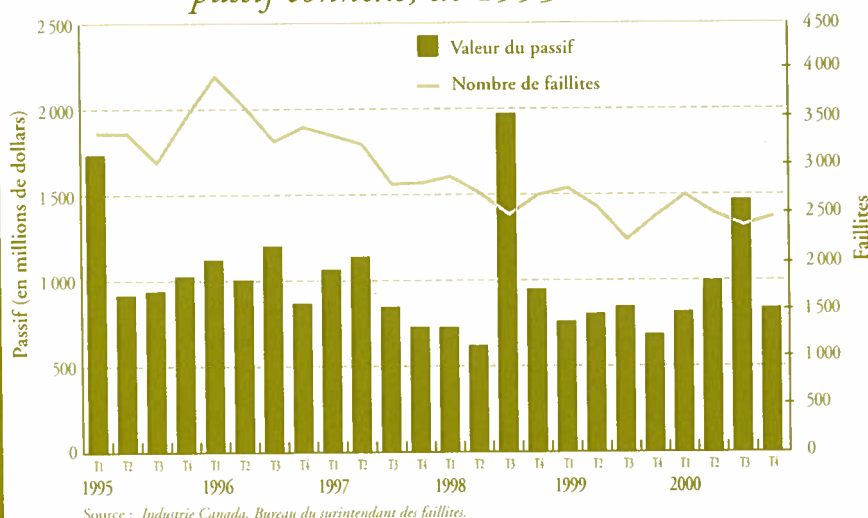
Enquête sur la situation des entreprises (avril).

D'après l'Enquête, les fabricants sont plus optimistes quant aux perspectives de production du trimestre à venir : 73 % d'entre eux ont l'intention de maintenir leur production ou de l'accroître, comparativement à 59 % au trimestre précédent. Les fabricants de l'industrie du matériel de transport ne prévoyaient pas de réduire davantage leur production au deuxième trimestre, contrairement à ceux de l'industrie papetière et de l'industrie des produits métalliques. Par ailleurs, si les carnets de commandes et les niveaux actuels des stocks suscitent moins d'inquiétudes, le pessimisme s'est accru quant aux perspectives d'emploi.

Taux de chômage. Le taux de chômage national a augmenté de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7 % en mars, comparativement à une hausse moyenne de 6,8 % en 2000 et de 7,6 % en 1999. On a enregistré un gain de 30 000 emplois en mars, après deux mois de faible variation.

Inflation. Le taux d'inflation demeure maîtrisé. Il était de 2,5 % en mars, soit son niveau le plus bas depuis août 2000. Le taux d'inflation s'est établi en moyenne à 2,7 % pour 2000, malgré la montée en flèche des prix de l'énergie. Quant au taux d'inflation de base sur 12 mois mesuré selon l'indice des prix à la consommation, il se chiffrait à 1,7 % en mars, soit légèrement au-dessous de la valeur médiane de la fourchette de 1 à 3 % prévue par la Banque du Canada. Le taux de base exclut l'alimentation et l'énergie, dont les prix fluctuent beaucoup.

Figure 4 : Faillites commerciales et passif connexe, de 1995 à 2000



(suite à la page 7)



PRÊTS aux entreprises

Les prêts en cours consentis aux entreprises par les banques à charte ont atteint 100,3 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2000. Sur ce montant, 22 milliards, soit 21,9 % représentaient des prêts d'une valeur inférieure à 500 000 \$.

Comme le montre la figure 5, le pourcentage des prêts de faible valeur par rapport à l'ensemble des prêts aux entreprises a augmenté d'un point de pourcentage entre le deuxième et le quatrième trimestre de 2000. Toutefois, sur une plus longue période, soit entre le deuxième trimestre de 1997 et le quatrième trimestre de 2000, la proportion des prêts de faible valeur a enregistré un recul de 4,4 points. Pendant la même période, leur montant a chuté 23,5 à 22 milliards de dollars.

FINANCEMENT par capitaux propres

Comme en témoigne l'article vedette du présent numéro, le niveau de l'investissement de capital de risque a connu en 2000 une croissance prodigieuse par rapport à 1999. Les investisseurs ont privilégié la technologie, plus précisément dans le secteur des communications, d'Internet, et des logiciels et produits connexes, qui ont bénéficié respectivement de 22, 19 et 16 % des dollars d'investissement.

Figure 5 : Prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$) consentis aux entreprises par les banques à charte

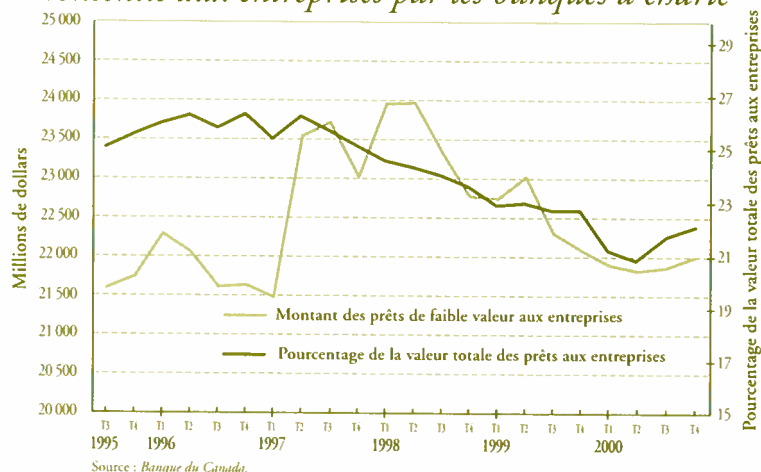
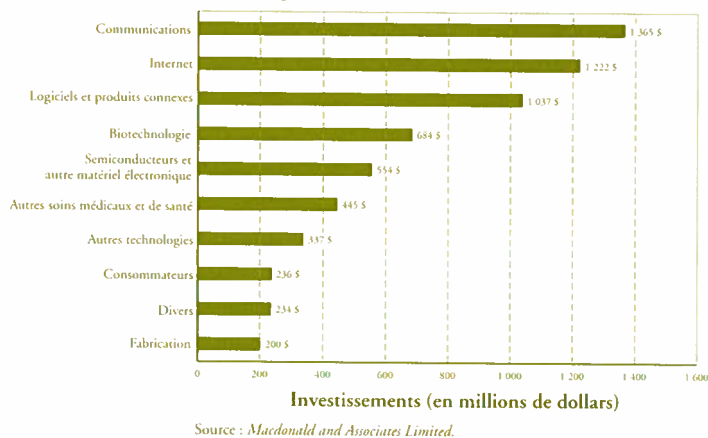


Figure 6 : Ensemble des investissements de capital de risque selon le secteur, 2000



Les entreprises de communications ont donné lieu à 149 cycles de financement en 2000, pour un total de 1,4 milliard de dollars (voir la figure 6), soit une moyenne de 9,2 millions par cycle. Le montant investi dans ce secteur a pratiquement quadruplé en un an. Le sous-secteur de la fibre optique et de la photonique s'est taillé la part du lion de ce secteur, avec 27 % des investissements.

Les entreprises axées sur Internet ont bénéficié de 203 cycles totalisant 1,2 milliard de dollars, soit 6 millions par cycle en moyenne.

Enfin, le sous-secteur des logiciels et des produits connexes a enregistré 257 cycles, recueillant ainsi 1 milliard de dollars, soit un investissement moyen de 3,9 millions.

FAITS nouveaux

Résultats du Sondage sur les besoins en information des petites entreprises

En janvier 2001, la Direction générale de la politique de la petite entreprise a retenu les services de COMPAS Research pour la réalisation d'un sondage auprès des propriétaires et des dirigeants de petites entreprises (moins de 100 employés) au Canada. Le but était d'en apprendre davantage sur les besoins en information de ces entreprises, d'explorer les défis auxquels elles font face ainsi que les possibilités qui s'offrent à elles, et de recenser leurs principales sources d'information et les méthodes qu'elles privilégient pour la communication d'information. Au total, 1 000 entrevues ont été réalisées. Voici les faits saillants du rapport.

- **Défis** : Les questions concernant les employés (embauche, formation et maintien en fonction), ainsi que les règlements et l'accès au capital, présentent des défis particuliers.
- **Source d'information** : 88 % des répondants estiment que les sources informelles (leurs clients et collègues) constituent la source d'information la plus importante, tandis que 50 % considèrent les banques, les associations et les médias comme des sources importantes.
- **Sensibilisation** : Les deux tiers des propriétaires et des dirigeants de petites entreprises savent où aller chercher l'information nécessaire pour relever les défis auxquels ils font face.
- **Types d'information recherchée** : Les petites entreprises sont à la recherche d'information sur les secteurs, l'innovation, les compétences en gestion et les tendances.
- **Utilisation d'Internet** : Près de 50 % des petites entreprises n'utilisent pas du tout Internet pour leurs affaires et 25 % s'en servent peu.
- **Préférence en matière d'information** : Près de 80 % des répondants préfèrent recevoir l'information sous forme imprimée plutôt que par voie électronique.

Le rapport intégral est diffusé dans *Strategis*
(<http://strategis.gc.ca/SSGF/rd00081f.html>).

(suite à la page 8)

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données en date du 4 mai 2001

(suite de la page 5)

Taux d'escompte. Le 17 avril, la Banque du Canada a réduit son taux d'escompte de 25 points de base. Cette baisse, qui fait suite à des reculs successifs de 50 points le 6 mars et de 25 points en janvier, s'inscrit dans le sillage des réductions abruptes du taux des fonds fédéraux américains liées au ralentissement de l'économie américaine.

Dollar canadien. Le dollar s'est affaibli par rapport à la devise américaine au cours des premiers mois de l'année. Le 2 avril, le huard retombait à 0,633 \$US, son niveau le plus bas en 2 1/2 ans, pour ensuite remonter à 0,651 \$US à la fin du mois. Les fluctuations du dollar témoignent d'un accroissement des préoccupations et de l'incertitude qui entourent les perspectives économiques à l'échelle mondiale.

Exportations de marchandises. Au quatrième trimestre, les exportations de marchandises ont progressé de 1 % en dollars constants, faisant ainsi écho à la baisse de la demande observée aux États-Unis, qui s'est traduite par un recul au titre des exportations d'automobiles pour le troisième trimestre de suite. Alors que les importations accusent un net recul (-9,8 %), l'excédent sur marchandises réel du Canada a monté en flèche, si bien que le pays a enregistré au quatrième trimestre un excédent au titre du compte courant (5,9 milliards de dollars) pour la quatrième fois de suite. Pour l'année 2000 dans son ensemble, l'excédent a atteint la valeur record de 18,9 milliards, soit une hausse marquée par rapport au sommet précédent de 4,6 milliards enregistré en 1996. Les exportations de marchandises ont chuté au cours des deux premiers mois de 2001.

Investissement dans l'habitation. L'investissement dans l'habitation a fléchi au quatrième trimestre de 2000, en grande partie en raison du recul de la construction de logements neufs. Toutefois, le secteur de la revente a connu un regain au premier trimestre de 2001 et les ventes ont atteint leur niveau trimestriel le plus élevé depuis 1996. Les mises en chantier ont remonté en janvier, mais amorcé un repli pendant les deux mois suivants. La Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit que les mises en chantiers atteindront 158 600 unités cette année, soit une augmentation de 4,6 % par rapport à leur niveau de 2000.

Ventes au détail. Après une progression rapide au cours des deux mois précédents, les ventes au détail ont reculé de 0,3 % en février pour s'établir à 23,6 milliards de dollars. Les dépenses de consommation ont augmenté de 2,3 % (taux annuel) au quatrième trimestre, en baisse par rapport à la croissance moyenne de 4,3 % enregistrée à compter du début de 1999. Les ventes accusent un recul, car la volatilité du marché des valeurs mobilières et le fléchissement de l'économie américaine ont ébranlé la confiance des consommateurs.

Bénéfices des sociétés. Poursuivant une tendance à la hausse, les bénéfices des sociétés ont progressé de 10,4 % (taux annuel) au quatrième trimestre. Les augmentations de 21,2 % enregistrées en 2000 font suite à une progression similaire en 1999.

Un cadre d'analyse de rentabilisation pour les petites entreprises qui se lancent dans le commerce électronique

En novembre dernier, la Direction générale de la politique de la petite entreprise a confié à Service-Growth Consultants Inc. le mandat de déterminer la façon de calculer les coûts et les avantages de l'adoption du commerce électronique pour les petites entreprises.

L'étude intitulée *Un cadre d'analyse de rentabilisation pour les petites entreprises qui se lancent dans le commerce électronique* servira de point de départ pour aider les analystes de la politique et les propriétaires de petites entreprises à répondre à différentes questions, par exemple : Dans quelles conditions les petites entreprises doivent-elles se transformer en cyber-entreprises? Si une entreprise est déjà prospère, pourquoi devrait-elle investir des ressources pour faire cette transition? Quelles sont les conséquences du statu quo pour les petites entreprises?

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Prichya Sethchindapong
Courriel : sethchindapong.prichya@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 954-5494
Télécopieur : (613) 954-5492

Autorisation de reproduction

Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (Copyright.Droitsdauteur@pwgsc-tpsgc.gc.ca).

ISSN 1205-9099

53334B



Contient 10 p. 100
de matières recyclées

Le document montre comment diverses fonctions, (par exemple, le courriel, la présence dans le Web et la réception des commandes en ligne) sont liées à des technologies particulières, notamment celles des sites Web, des intranets et des extranets. De même, les auteurs associent les objectifs stratégiques avec les économies et les gains potentiels qui s'offrent aux petites entreprises. Ils font également état des coûts comparatifs qu'assument les entreprises en se lançant ou non dans le commerce électronique. On trouvera par ailleurs dans le document des outils pour calculer les coûts et les avantages. En conclusion, les auteurs présentent trois analyses de rentabilisation à partir d'hypothèses de travail illustrant au moyen des outils élaborés dans le document la situation théorique de trois entreprises (comptant respectivement 4, 10 et 15 employés) qui se lancent dans le commerce électronique.

Le rapport intégral est diffusé dans *Strategis* (<http://strategis.gc.ca/SSGF/rd00099f.html>).

Les PME, l'exportation et la création d'emploi : Une analyse au niveau de l'entreprise

Industrie Canada a récemment lancé le document hors-série n° 26, *Les PME, l'exportation et la création d'emploi : Une analyse au niveau de l'entreprise*, d'Élisabeth Lefebvre et Louis A. Lefebvre, de CIRANO et de l'École Polytechnique de Montréal.

Le document examine l'importance de facteurs propres aux entreprises pour la performance en matière d'exportation des petites et moyennes entreprises (PME) et explore le rapport entre l'exportation et la création d'emploi. Les principaux résultats de la recherche s'établissent comme suit :

- Les paramètres les plus importants pour la performance des PME sur le front de l'exportation sont la recherche-développement, l'accès aux circuits de distribution, la proportion de scientifiques et d'ingénieurs au sein de l'effectif, le volume des importations et la taille de l'entreprise.
- L'expansion des exportations des PME est généralement associée avec une augmentation de leur effectif. Ce rapport est plus marqué pour les petites entreprises que pour les moyennes, et il est plus faible pour les entreprises exerçant leurs activités dans les secteurs où le niveau de recherche-développement et de matière grise est plus élevé.

Ce document, produit dans le cadre du Programme de publications de recherche d'Industrie Canada, est maintenant diffusé à (<http://strategis.gc.ca/SSGF/ra01789f.html>).